

AFFJUR/AR-2023-160
ARRETE DU MAIRE

Objet : Arrêté portant commissionnement de Monsieur Zouhir AGHACHOUI, Directeur Général des Services en matière d'infractions aux règles de l'urbanisme sur le territoire de la Commune de Trappes.

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2212-2, relatif aux pouvoirs de police du Maire pour assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.480-1 à 5 et R.610-1 à 3 ;

Vu la situation administrative de Monsieur Zouhir AGHACHOUI ;

Considérant que pour assurer la protection du cadre de vie des habitants et de la commune, il convient de commissionner un agent pour constater les infractions aux règles de l'urbanisme;

Considérant qu'il en va de l'intérêt de la commune de lutter contre les atteintes aux règles sus énoncées;

Considérant que Monsieur Zouhir AGHACHOUI exerce les fonctions de Directeur général des services, suite à sa nomination par voie de détachement à compter du 22 Mai 2023 ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Zouhir AGHACHOUI, Directeur général des services, est commissionné afin de constater les infractions en matière d'urbanisme, sur le territoire de la Commune de Trappes.

Article 2 : Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Yvelines et au Président du Tribunal Judiciaire de Versailles aux fins d'habilitation de l'agent, en application aux articles R.610-1 à 3 du Code de l'urbanisme ;

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Télérecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : ww.telerecours.fr.

Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Préfet des Yvelines ;
- A Monsieur le Président du Tribunal judiciaire de Versailles ;
- A l'intéressé.

*Vu pour acceptation
le 23/05/2023.*



17 MAI 2023

Fait à Trappes,

Ali RABEH
Maire de Trappes



Trappes, la Ville écologiste et solidaire !

Reçu du Contrôle de légalité le 17/05/2023
Identifiant : 078-217806215-20230515-6385-AR-1-1